

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'ENPO d'Oran lance un nouveau master spécialisé

Un master spécialisé «territoires, technologie et financement de portefeuille de projets innovants pour économie verte» a été officiellement lancé, hier, à l'École nationale polytechnique d'Oran (ENPO), a-t-on appris auprès du service de communication de l'établissement. Initié conjointement par l'École des mines de Saint-



Etienne (France) et l'ONG R20 Med, en partenariat avec l'ENPO, ce master a été agréé en avril 2016 par la Conférence des grandes écoles de France. Quelque 22 candidats venus de 10 wilayas du pays prennent part à ce nouveau master, a-t-on noté, ajoutant que la moitié des candidats sont issus du secteur de l'environnement et l'autre moitié des collectivités territoriales, des opérateurs économiques et de la société civile. Cette formation d'une année, dont le diplôme sera délivré par l'EMSE, vise à «renforcer les capacités des cadres nationaux et territoriaux et de former des spécialistes préparés aux enjeux de l'économie verte dans le cadre de l'agenda 2016-2030», a-t-on souligné. Les candidats de ce master, parrainés par des institutions et des entreprises publiques et privées ainsi que par des collectivités territoriales, travailleront sur des projets concrets touchant à différentes spécialités dans les domaines de «la gestion durable des déchets» et «l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables». Au cours des quatre premiers mois, la formation se déroulera en alternance entre l'ENPO (une semaine) et l'entreprise qui parraine (4 semaines), alors que les candidats se déplaceront à Saint-Etienne, au cours du cinquième mois, pour un séminaire interne à l'EMSE, en vue de la préparation du projet de fin de formation, précise-t-on. Les six mois suivants seront consacrés à la préparation du projet de fin de formation avec un encadrement pédagogique et professionnel, dont la soutenance est prévue en novembre 2017 à Saint-Etienne.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

Le club «Espace du savoir», en collaboration avec l'unité de recherche des matériaux, procédés et environnement de l'Université de Boumerdès, organise aujourd'hui et demain, à 9h, le 6^e SNPE 16.

Cinq organisations estudiantines demandent le départ du directeur

Les étudiants des cinq résidences filles et garçons de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) de Sidi Amar (Annaba) sont en colère. Des centaines de protestataires ont répondu, encore une fois, à l'appel de leurs cinq organisations estudiantines — l'UGEL, l'ONSE, l'AREN, la LNEA et l'UGEA — pour protester contre les conditions de leur prise en charge dans les cités universitaires, avons-nous appris des concernés. Ils adressent leurs accusations à la direction de l'ONOU de Sidi Amar à laquelle ils reprochent les mauvaises conditions en matière de transport, de restauration et d'hébergement.

ajoutent qu'ils sont privés de la connexion internet (wifi) et surtout d'activité physique dans la salle de sport de leur résidence sous prétexte qu'elle a besoin d'une opération de rénovation. Cependant, il a été constaté que des étrangers profitent de cette infrastructure. *«Seuls les policiers et des cadres de Sonelgaz ont accès à la salle de sport de notre résidence universitaire. Il nous est interdit d'y accéder pour des raisons ayant trait à sa rénovation»*, tonnent d'autres étudiants résidents.

A l'unanimité, les représentants des différentes organisations estudiantines exigent le départ du directeur de l'ONOU. S'adressant au ministre de

«Quotidiennement, nous sommes exposés à des problèmes de transport alors qu'on affiche la disponibilité d'une importante flotte de bus. En effet, les bus en service sont de loin moins nombreux que ceux conventionnés avec la direction. Sur le plan de la restauration, le menu convenu par la direction de l'ONOU n'est pas respecté, l'étudiant ne voit pas de viande rouge dans son assiette. Quant aux conditions d'hébergement, la literie date de 2003. Même les murs des chambres n'assurent plus notre intimité puisqu'ils sont lézardés», dénonce Akram Soltani, un des représentants de l'UGEL. A cela, les étudiants protestataires

l'Enseignement supérieur, à qui ils ont transmis leur communiqué, les cinq organisations estudiantines affirment : *«Nous avons déjà protesté le 31 octobre et le 2 novembre. En vain. Nous en sommes à notre troisième manifestation et aucune de nos revendications n'a été prise en charge. Nous sommes dans l'obligation de demander le départ de ce directeur, dont le bien-être de l'étudiant ne semble pas être la priorité.»* Le directeur de l'ONOU de Sidi Amar est injoignable. Même le numéro de téléphone de l'administration indiqué sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur est en dérangement.

M.-F. G.

UNIVERSITÉ
BLIDA 2
**Colloque
international
sur les sciences
cognitives**

Après le premier Colloque international multidisciplinaire intitulé «Mondialisation et défis» (voir *El Watan* du 26 mai dernier), organisé par l'université Lounici Ali (Blida 2) d'El Affroun, une seconde manifestation du même genre a été mise sur pied, pour les 8 et 9 novembre 2016, par le département de français, de la faculté des lettres et des langues de cette même université, sous le thème : «Les sciences cognitives au service de la didactique des langues : de la théorie à l'étude des cas.»

Une soixantaine d'intervenants (scientifiques, académiques et étudiants) de différentes universités d'Algérie et de pays voisins (Maroc, Tunisie, France) échangeront, pendant deux jours, leurs travaux (conférences, ateliers, interventions) pour essayer de répondre aux questions que soulève la problématique du colloque : comment la psychologie et la linguistique cognitives et l'intelligence artificielle peuvent-elles constituer des assises méthodologiques dans la recherche en didactique des langues et des cultures ? Un tel thème intéressera, sans nul doute, les chercheurs et les étudiants ainsi que les enseignants des différents paliers de l'éducation nationale. Dans le programme proposé par le département de français, on trouve des thèmes comme : «Le cheminement de la pensée pour un enseignement/apprentissage optimal» ou «Les difficultés d'apprentissage de la lecture». «*Le but de cette manifestation, affirment ses organisateurs, est de croiser les réflexions théoriques et les travaux empiriques, afin de favoriser le dialogue interdisciplinaire.*»

Mohammed Rahmani

Des étudiants contestent les résultats de l'examen d'accès au doctorat

Grève au département des lettres arabes

Les étudiants du département des Lettres et langue arabe, relevant de l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, ont entamé, hier, un nouveau mouvement de grève suite à l'appel de l'UGEA (Union générale des étudiants algériens). Les étudiants grévistes contestent, entre autres, les résultats des examens d'accès au doctorat qui ont eu lieu au mois d'octobre dernier. Ils réclament aussi la démission de l'actuel chef du département des lettres et langue arabe qui, selon ces étudiants, est responsable de la situation qui prévaut au sein du département. Hier donc, aucun étudiant n'a pu assister aux

cours. En effet, toutes les classes et les amphithéâtres étaient fermés, l'administration de l'université l'était également. "Nous avons tout fermé ! Nous avons entamé un mouvement de grève de trois jours pour exiger la satisfaction de nos revendications", a expliqué Amine, étudiant-membre du bureau local de l'UGEA. À l'entrée du département, une déclaration a été affichée, sur laquelle on pouvait lire l'ensemble de leurs revendications. Selon les étudiants grévistes, leur principal objectif est d'annuler les résultats de l'examen d'accès au doctorat et exiger le départ de l'actuel chef du département. Ils se

plaignent aussi de la gestion des affaires administratives. «L'administration est gangrénée par la bureaucratie et nous ne pouvons plus tolérer cela. La situation devient de plus en plus insupportable», a confié Amine. Les grévistes exigent, par ailleurs, de nouvelles corrections des copies des examens du concours doctoral. En attendant une intervention des responsables de l'université, les étudiants grévistes semblent être déterminés à poursuivre leur action de contestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Aziz Cheboub

Premières journées intermédiaires du projet «COFFEE»

A. E. A.

Dans le cadre du programme européen « Erasmus », l'Université des Frères Mentouri de Constantine (UFMC), abritera les 08 et 09 novembre, les 1^{res} journées intermédiaires du projet 'COFFEE' (construction d'une offre de formation à finalité d'employabilité élevée), dans le campus 500 places 'Tedjini Haddam'. Selon un communiqué de presse de l'université en question, parvenu à notre rédaction, hier, les partenaires 'COFFEE' (ministère de l'Enseignement supérieur, plusieurs universités algériennes et européennes, ainsi que d'autres associations, centres et chambres de

commerce), seront réunis à l'UFMC pour faire le bilan, à mi-chemin, du projet et d'élaborer un plan d'action pour 2017.

Ces journées permettront aux partenaires de partager leurs expériences, compétences, résultats et problèmes rencontrés durant la 1^{re} année du projet. En sus, est-il noté, dans le même document, un programme de tables rondes est prévu pour débattre de plusieurs points, dont les retours d'expertise et choix des licences professionnalisantes de la 1^{re} vague, la méthodologie de la 2^{ème} vague des mêmes licences, le partage des expériences et compétences et l'établissement du plan d'action 2017, avec répartition des rôles.

En partenariat avec l'Ecole des mines de Saint-Étienne et le « R20 Med » L'ENPO lance un nouveau master spécialisé

Un master spécialisé «Territoires, technologie et financement de portefeuille de projets innovants pour l'économie verte» a été officiellement lancé, dimanche, à l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO), a-t-on appris auprès du service de communication de l'établissement. Initié conjointement par l'Ecole des mines de Saint-Étienne (France) et l'ONG «R20 Med», en partenariat avec l'ENPO, ce master a été agréé en avril 2016 par la Conférence des grandes écoles de France. Ce sont 22 candidats venus de 10 wilayas du pays qui prennent part à ce nouveau master, a-t-on noté, ajoutant que la moitié des can-

didats sont issus du secteur de l'environnement et l'autre moitié des collectivités territoriales, des opérateurs économiques et de la société civile. Cette formation d'une année, dont le diplôme sera délivré par l'EMSE, vise à «renforcer les capacités des cadres nationaux et territoriaux et de former des spécialistes préparés aux enjeux de l'économie verte dans le cadre de l'agenda 2016-2030», a-t-on souligné. Les candidats de ce master, parrainés par des institutions et des entreprises publiques et privées ainsi que des collectivités territoriales, travailleront sur des projets concrets touchant à différentes spécialités dans les domaines de

«la gestion durable des déchets» et «l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables». Au cours des quatre premiers mois, la formation se déroulera en alternance entre l'ENPO (une semaine) et l'entreprise qui parraine (4 semaines), alors que les candidats se déplaceront à Saint-Étienne, au cours du cinquième mois, pour un séminaire interne à l'EMSE en vue de la préparation du projet de fin de formation, précise-t-on. Les six mois suivants seront consacrés à la préparation du projet de fin de formation avec un encadrement pédagogique et professionnel, dont la soutenance est prévue en novembre 2017 à Saint-Étienne.

Arrêt des cours à la Faculté des Langues étrangères **Le ras-le-bol des enseignants**



Houari Barti

Les enseignants de la Faculté des Langues étrangères (FLE) de l'Université Oran 2 'Mohamed Benahmed' ont observé, hier, un arrêt de cours pour exprimer leur ras-le-bol face la situation « calamiteuse » qui prévaut dans l'administration notamment, en matière de gestion des Ressources humaines. Pour les enseignants contestataires, la situation est, carrément, chaotique à la faculté. Ils affirment ne pas avoir bénéficié de passages de grades, d'avancement d'échelons, depuis des années. Même la perception des indemnités relatives aux heures supplémentaires ou encore le bénéfice des stages sont bloquées, affirment-ils, à cause d'un staff administratif et financier qualifié « d'incompétent ». Certes, les mots utilisés par certains enseignants peuvent paraître durs, mais selon les protestataires, ils ne sont, en réalité, que le reflet d'une situation qui per-

dure depuis des années. Un blocage sur tous les plans qui date, pour certains enseignants, depuis 2013. Lors d'une assemblée générale extraordinaire, organisée hier matin, par les enseignants, le nouveau doyen de la faculté des Langues étrangères, M. Seddiki Aoussine, a pris toute la mesure du vaste chantier qui l'attendait. Son prédécesseur, M. Terki Hassaïn était, également, présent à cette réunion où les enseignants ont pu exprimer l'ensemble de leurs préoccupations. Il faut noter, tout de même, l'absence très remarquée du principal responsable concerné par ces préoccupations, à savoir le gestionnaire financier de la faculté, retenu, dit-on, par « d'autres obligations professionnelles ».

A la place, il y a eu la présence du responsable financier de la faculté de Droit, venu partager son expertise du domaine pour tenter d'apporter des réponses aux interrogations des enseignants. Dans son intervention, le nouveau doyen de la fa-

culté des Langues étrangères, dont l'installation officielle ne devait se faire que l'après-midi d'hier, s'est dit, en sa qualité d'enseignant, très sensible aux préoccupations de ses collègues, avant d'appeler l'assistance à privilégier le dialogue et l'écoute. Plus concrètement, il annonce un dénouement de l'ensemble des problèmes, à partir du mois de décembre, mois au cours duquel, les paies seront élaborées, en prenant en compte, heures supplémentaires et nouveaux grades.

D'ici là, M. Seddiki Aoussine a décidé la mise en place d'une cellule d'écoute et de communication qui sera mise à la disposition des enseignants, pour maintenir le dialogue et suivre, ainsi, l'évolution de ce dossier.

Il faut noter, enfin, que la Faculté des Langues étrangères est l'une des plus importantes facultés de l'Université Oran 1 avec ses 180 enseignants et ses quelque 7.000 étudiants.

EN SOLIDARITÉ AVEC LES SYNDICATS DES RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES

Le Snapap organise une protestation à Jijel aujourd'hui

La Fédération nationale du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, affiliée au Snapap et à la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), a appelé tous ses adhérents à une protestation nationale, aujourd'hui, devant la direction des œuvres universitaires de Jijel.

Cette action de protestation est destinée à dénoncer les pratiques "d'arbitraire et de harcèlement" et à apporter un soutien aux trois sections syndicales des résidences universitaires, qui font l'objet de poursuites judiciaires devant le tribunal administratif.

Aussi, la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui appelle toutes les fédérations de wilaya à travers le pays à apporter leur soutien aux représentants de la wilaya de Jijel, met en garde les responsables de

ces résidences universitaires et les prévient qu'"elle ne restera pas les bras croisés", et qu'"elle répondra en durcissant les actions de protestation, si cela s'avère nécessaire".

La fédération du Snapap, indique encore son communiqué, "ne se taira pas devant les atteintes aux droits des travailleurs, en appelant au respect de la loi 90-14 et les lois et conventions internationales en vigueur, et en exigeant des responsables en question de cesser les harcèlements et menaces et d'ouvrir les portes du dialogue constructif afin de redonner sa place à l'université". Enfin, elle appelle tous les travailleurs adhérents au syndicat à "se tenir prêts, à faire preuve de vigilance afin d'éviter toute dérive ou dérapage" et à "se liquer autour de leur syndicat". Sans attendre la mobilisation des autres syndicats, la fédération de la wilaya de Jijel, avec plus de 50 adhérents et adhérentes, a, d'ores et déjà, entamé une action de protestation

devant la direction des œuvres universitaires de la wilaya de Jijel "pour dénoncer les manœuvres et menaces venant de certains responsables envers nos représentants et adhérents à notre syndicat", a, pour sa part, alerté la CGATA.

Ce mouvement de protestation va de pair avec celui décidé dans le cadre de l'intersyndicale, dont est partie prenante le Snapap, et qui avait initié également une marche nationale organisée à Tizi Ouzou pour soutenir les communaux et dénoncer "les atteintes aux libertés syndicales" et "la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs". Ne s'arrêtant pas là, ce syndicat a récemment brandi la menace d'autres grèves, à en croire le SG du Snapap, Rachid Malaoui, dont on retiendra cette déclaration : "Puisque la grève est un outil nécessaire pour la lutte, nous pourrions avoir recours à d'autres grèves."

AMAR R.

L'ENPO d'Oran lance un nouveau master spécialisé

UN MASTER spécialisé «*territoires, technologie et financement de portefeuille de projets innovants pour l'économie verte*» a été officiellement lancé, hier, à l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (Enpo), a-t-on appris auprès du service de communication de l'établissement. Initié conjointement par l'Ecole des mines de Saint-Etienne (France) et l'ONG «R20 Med», en partenariat avec l'Enpo, ce master a été agréé, en avril 2016 par la Conférence des grandes écoles de France.

Quelque 22 candidats venus de 10 wilayas du pays, prennent part à ce nouveau master, a-t-on noté, ajoutant que la moitié des candidats sont issus du secteur

de l'environnement et l'autre moitié des collectivités territoriales, des opérateurs économiques et de la société civile.

Cette formation d'une année, dont le diplôme sera délivré par l'Emse, vise à «*renforcer les capacités des cadres nationaux et territoriaux et de former des spécialistes préparés aux enjeux de l'économie verte dans le cadre de l'agenda 2016-2030*», a-t-on souligné.

* Les candidats de ce master, parrainés par des institutions et des entreprises publiques et privées ainsi que des collectivités territoriales, travailleront sur des projets concrets touchant à différentes spécialités dans les domaines de «*la gestion durable*

des déchets» et «*l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables*».

Au cours des quatre premiers mois, la formation se déroulera en alternance entre l'Enpo (une semaine) et l'entreprise qui parraine (4 semaines), alors que les candidats se déplaceront à Saint-Etienne, au cours du cinquième mois pour un séminaire interne à l'Emse en vue de la préparation du projet de fin de formation, précise-t-on.

Les six mois suivants seront consacrés à la préparation du projet de fin de formation avec un encadrement pédagogique et professionnel, dont la soutenance est prévue en novembre 2017 à Saint-Etienne.